

**Commune de Petite-Ile**

Administration - Secrétariat Général

**ARRETE N° 132 /2020**

**Modification temporaire de la circulation et du stationnement sur les chemins  
Achille Bénard et Joseph Lacarre  
Travaux d'assainissement des eaux pluviales, eau potable et sécurisation des voies  
Modification de l'arrêté n° 73/2020 du 20 février 2020**

**Le Maire de la Commune de Petite-Ile,**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**Vu** l'arrêté du 15 mars 2020, du Ministre des solidarités et de la santé, complétant l'arrêté du 14 mars 2020 portant diverses mesures relatives à la lutte contre la propagation du virus covid-19,

**Vu** les mesures de confinement mises en place par le Gouvernement dès le mardi 17 mars 2020 à 12h00 et concernant tout le territoire national,

**Vu** l'arrêté municipal n° 73/2020 du 20 février 2020 portant modification temporaire de la circulation et du stationnement sur les chemins Achille Bénard et Joseph Lacarre,

**Vu la** demande de la société SAS Austral Aménagement & Développement pour une reprise des travaux sur le chemin Achille Bénard, à compter du mardi 14 avril 2020,

**Considérant** que la société SAS Austral Aménagement & Développement se charge de mettre en place tout le dispositif relatif au respect des règles et des mesures prescrites au niveau national, dans le cadre de la lutte contre le COVID-19,

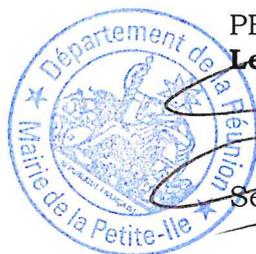
**Considérant** qu'il convient d'assurer la sécurité de tous les usagers,

**ARRETE :**

**Art. 1<sup>er</sup>.** – L'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté n° 73/2020 du 20 février 2020 est modifié ainsi qu'il suit :

- **Chemin Achille Bénard – Période du 14 avril 2020 au 29 mai 2020, de 8h00 à 16h00**  
**Depuis le carrefour avec la RD 3 (rue Ancienne Usine) sur 200 mètres**  
Circulation : interdite, sauf riverains  
Vitesse : limitée à 30 km/h  
Stationnement : interdit.

**Art. 2.** – Tous les autres articles de l'arrêté n° 73/2020 demeurent inchangés.



PETITE-ILE, le

**Le Maire,**

Serge Hoareau

Affiché le :

10 avril 2020  
Publié au Recueil des actes administratifs de la Commune,  
Le Maire

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte
- informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Saint-Denis de la Réunion dans le délai de 2 mois, à compter de sa publication et/ou de sa notification.